

Présidentielle 2022 : les 20 questions économiques auxquelles les candidats doivent répondre selon le Cercle des économistes

Le Cercle des économistes constate que le débat pour l'élection présidentielle porte aujourd'hui essentiellement sur des questions d'immigration et de politique sanitaire. C'est dans ce cadre-là que le Cercle des économistes demande instamment que les candidats à l'élection présidentielle débattent, dans les mois à venir de **20 questions principales articulées autour de 7 thématiques**. Pour Jean-Hervé Lorenzi, président des Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence, « lancer ce débat est fondamental selon nous, avec un thème qui nous paraît aujourd'hui devoir être **le fil conducteur des décisions économiques d'avenir : la jeunesse**. »

Les 20 questions aux candidats

La jeunesse :

- Comment re-socialiser les 1,5 million de NEETS ?
- Comment autorise-t-on les jeunes à avoir l'accès au logement ?
- Est-ce que et comment le revenu d'engagement couvrira l'ensemble des jeunes ?

Le pouvoir d'achat :

- Quelle est votre stratégie d'augmentation des bas salaires ?
- Comment améliorer les rémunérations des infirmières et professeurs ?
- Avez-vous l'intention d'augmenter les impôts ?
- Faut-il rouvrir le dossier de l'impôt sur le capital ?

Les retraites :

- Jusqu'où doit-on repousser l'âge de départ à la retraite ?
- Pour la retraite à taux plein, faut-il s'appuyer sur des annuités ou un âge minimum ?

La réforme de l'État :

- Avez-vous une idée précise des conditions de sortie du "quoi qu'il en coûte" ?
- Avez-vous une trajectoire de réduction du déficit public ?
- Comment réorganiser la santé ?
- Comment réorganiser le secteur de l'éducation ?

La réindustrialisation :

- Dans quels secteurs faut-il réindustrialiser la France ?
- Comment financer les investissements nécessaires pour la relocalisation et pour la transition climatique ?
- Comment améliorer l'utilisation de l'épargne des ménages pour l'économie française ?

L'environnement :

- Faut-il maintenir le mix énergétique tel qu'il a été décidé ?

L'Europe :

- La BCE doit-elle remonter ses taux ?
 - Faut-il un salaire minimum européen ?
 - Faut-il une nouvelle tranche d'investissement de NextGenEU, en complément des 750 milliards d'euros ?
-

Commentaires des intervenants

Hippolyte D'ALBIS, président du Cercle des économistes :

"Dans un contexte de totale incertitude, et à moins de 3 mois du premier tour de l'élection présidentielle, le débat sur les politiques économiques n'a pas lieu puisqu'aucun candidat ne s'est pas encore avancé de manière engagée sur la moindre thématique. Concentrés sur la situation sanitaire, la sécurité ou encore l'immigration, aucun ne prendra le risque d'évoquer le "quoi qu'il en coûte" d'Emmanuel Macron."

"La tradition du Cercle est de participer à un débat économique de qualité. Par le débat économique, par le débat d'idées et par la confrontation de points de vue différents, le Cercle cherche à éclairer le débat et à le rendre plus riche et plus vivant."

Jean-Hervé LORENZI, président des Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence :

"Les 15-29 ans représentent 17% de la population et leur impact sur la croissance, dans une société vieillissante, est majoritaire en termes de gains de productivité. La jeunesse subit un taux de pauvreté plus important (20% sont sous le seuil de pauvreté contre 15% de la société française). 1,5 million d'entre eux sont désocialisés, un record parmi les pays développés. Comment les re-socialiser ? Comment autorise-t-on les jeunes à avoir l'accès à la propriété et au locatif ? Le revenu d'engagement couvrira-t-il l'ensemble des jeunes ?

Autant de questions qui méritent débat, qui se poursuivra en période post-électorale également, à travers le thème des Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence 2022 : "Réussir les transformations du Monde", qui se tiendront les 8, 9 et 10 juillet prochains."

Patrick ARTUS, membre du Cercle des économistes :

"La problématique macroéconomique qui doit être soulevée aujourd'hui par les candidats se résume ainsi : la France n'a pas les moyens des investissements qu'elle doit faire. Toute la réflexion doit tourner autour de la génération de revenus. Nous allons avoir un énorme besoin d'investissement, que ce soit sur la modernisation des entreprises, notre système de santé ou encore pour financer la transition énergétique. Non des moindres, ce dernier investissement atteindra 4,2% du PIB pendant les 30 prochaines années (soit 100 milliards d'euros par an pendant 30 ans), comprenant notamment la décarbonation des transports, l'isolation des bâtiments..."

Additionné au fait que la France produit peu de revenus, le problème du financement des investissements se pose. La réflexion qui doit structurer le débat aujourd'hui est celle du redressement productif : doit-il passer par la mobilisation de la jeunesse, l'accélération des compétences pour augmenter la part des fameux "good jobs", la numérisation des entreprises ?... Lançons l'échange !"

Nathalie CHUSSEAU, membre invitée du Cercle des économistes :

"Je rebondis en effet sur l'enjeu de la jeunesse et de leur insertion économique durable. La question du développement et du maintien des compétences ainsi que de la formation m'apparaît dès lors essentielle au débat. Aujourd'hui en France, 1 jeune sur 7 fait partie des NEETs (les jeunes qui ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation). Quel gâchis ! D'autant que l'enjeu déterminant pour le pays, avec un coût de 22 milliards d'euros, et un manque à gagner correspondant à un gain de croissance de 0,4 point du PIB).

La stratégie d'accompagnement qui doit être mise en place pour une efficacité économique ne doit pas laisser de côté les compétences transversales, au contraire. Les compétences comportementales et sociales sont indispensables pour le parcours professionnel. Ce dernier dépendra aussi de la demande du marché, dynamisé autour de 5 métiers recruteurs de jeunes aujourd'hui : l'action culturelle et sportive, les employés de l'hôtellerie et restauration, les ingénieurs de l'informatique, les vendeurs et les ouvriers non qualifiés de la manutention. Les 500 000 contrats d'apprentissage signés en 2020 sont un bon début, mais les réformes doivent se poursuivre."

"Enfin, le défi du maintien en emploi de la population devrait également concerner le gouvernement, face à l'obsolescence des qualifications liée à la transition numérique, ce qui a un impact direct sur le taux d'emplois des seniors cette fois. Pareil, un bon début sur la formation avec le compte CPF."

Patrice GEOFFRON, membre du Cercle des économistes :

"Je souhaite partager un constat d'étonnement : la très grande absence des problématiques énergie et environnement dans la campagne. Mis à part le match nucléaire / éolien, force est de constater aujourd'hui que l'on est au degré zéro du débat. Qui plus est avec l'Europe et son "Fit for 55" qui n'attendra pas. Nous avons devant nous une décennie d'accélération et de défis climatiques, et les concitoyens sont les premiers à vouloir y participer !

Sans compter que la transition énergétique est une opportunité de croissance en plus : la possibilité de réduire notre dépendance au gaz et au pétrole et de s'extraire des crises régulières et incontrôlables de prix sur ces marchés.

Et contrairement à nos a priori, mettre en œuvre ce qui est prévu au niveau européen a des impacts locaux directs, sur la qualité de l'air notamment, sur le fait que la transition devient un facteur d'attractivité industrielle, grâce à une proportion croissante d'entreprises qui ont pris des engagements et décarbonent leurs chaînes logistiques. La France a ses atouts !

La question est donc là : accompagner les ménages (5 millions d'entre eux en situation de précarité énergétique) et les entreprises dans cette transition. Pourquoi pas en capitalisant sur la filière de l'hydrogène ?"

Emmanuelle AURIOL, membre du Cercle des économistes :

"On ne parle pas suffisamment d'immigration d'un point de vue économique, le débat reste malheureusement cantonné aujourd'hui à une problématique identitaire.

Le marché du travail en France est sous tension, les besoins en recrutement se font sentir autant sur des métiers non qualifiés que qualifiés. Faire appel à la main d'œuvre étrangère, y compris pour les métiers qualifiés, fait partie des solutions qui pourraient être envisagées. Elle est d'ailleurs appliquée dans d'autres pays, qui jouissent d'une meilleure attractivité et en tirent les bénéfices : un quart des brevets déposés aux Etats-Unis le sont par des immigrés. Autre exemple, l'Allemagne compte 60% d'immigrés de l'Union européenne contre 30% pour la France. L'immigration économique ne représente que 9% des motifs dans l'Hexagone."

Retrouvez l'intégralité de la conférence en replay

Le Cercle des économistes : des universitaires avec une conviction commune, l'importance d'un débat ouvert et accessible

Le Cercle des économistes a été créé en 1992 à l'initiative de Jean-Hervé Lorenzi avec pour objectif ambitieux de nourrir le débat économique. Grâce à la diversité des opinions de ses membres, tous universitaires assurant ou ayant assuré des fonctions publiques ou privées, et à de nombreuses activités développées au fil des années, le Cercle des économistes est aujourd'hui un acteur reconnu du monde économique. Son succès repose sur une conviction commune : l'importance d'un débat ouvert et accessible, rigoureux et tenant compte des faits et des analyses. C'est à travers l'organisation d'importants débats publics en France et à l'étranger, par sa participation aux grands événements économiques et à plusieurs rendez-vous médiatiques réguliers, que le Cercle des économistes poursuit sa mission : celle d'offrir un large espace d'expression et de débats économiques.

Les membres du Cercle des économistes

Philippe AGHION, Yann ALGAN, Patrick ARTUS, Emmanuelle AURIOL, Françoise BENHAMOU (Présidente), Jean-Paul BETBÈZE, Laurence BOONE, Stéphane CARCILLO, André CARTAPANIS, Hippolyte d'ALBIS (Président), Christian de BOISSIEU, Lionel FONTAGNÉ, Pierre-Yves GEOFFARD, Patrice GEOFFRON, Pierre JACQUET, Bertrand JACQUILLAT, Jean-Hervé LORENZI (Fondateur), Catherine LUBOCHINSKY, Philippe MARTIN, Valérie MIGNON, Olivier PASTRÉ, Anne PERROT, Jean-Paul POLLIN, Hélène REY, Dominique ROUX, Christian SAINT-ETIENNE, Akiko SUWA-EISENMANN, David THESMAR, Philippe TRAINAR et Alain TRANNOY.

Membres en disponibilité : Agnès BENASSY-QUÉRÉ, Benoit CŒURÉ et Claire WAYSAND

Contact presse :

Kathleen ANDRE : 06 16 55 43 05 // kathleen.andre@cerclledeseconomistes.fr

Retrouvez toute l'actualité du Cercle des économistes sur
www.lecerclledeseconomistes.fr